

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 23 mai 2023

Compétitivité de la Ferme France L'avenir de notre agriculture ne passera pas par des reculs environnementaux et des déréglementations

Les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) se sont opposés à la proposition de loi, portée par la droite, pour un choc de compétitivité en faveur de la ferme France. Ils dénoncent un texte idéologique qui, en prétendant redynamiser la compétitivité de notre agriculture, ouvre la voie à des dérégulations dangereuses, en particulier pour l'environnement.

Selon la droite sénatoriale, le déclin de la puissance agricole française s'expliquerait par un trop plein de normes et de charges excessives. Pour lui donner un nouveau souffle, il suffirait d'alléger la fiscalité et la réglementation, au risque d'engager une dérégulation incontrôlée et de faire fi de la protection de l'environnement.

Car pour la droite sénatoriale – et le Gouvernement qui partage cette vision –, la compétitivité de l'agriculture française semble se résumer :

- à des crédits d'impôt et des exonérations fiscales qui profiteront particulièrement à ceux qui en ont les moyens d'épargner ou d'investir, oubliant par là-même qu'une partie du monde agricole rencontre des difficultés à tirer une rémunération décente ;
- à détricoter le droit du travail en encourageant les entreprises agricoles et agroalimentaires à avoir recours à des contrats précaires, ou en considérant que les demandeurs d'emplois peuvent être des variables d'ajustement pour le travail agricole ;
- à des retours en arrière inconcevables sur la protection de l'environnement : ré-autorisation de l'épandage aérien des produits phytopharmaceutiques, ré-autorisation des promotions sur les pesticides, ou encore reconnaissance du stockage de l'eau en agriculture comme d'intérêt général majeur.

Les sénatrices et sénateurs du groupe SER se sont opposés à cette proposition de loi qui ressemble davantage à un catalogue électoral à quelques mois des élections sénatoriales qu'à un véritable projet de société pour notre agriculture.

Ils regrettent que le Gouvernement ait fait le choix d'emboîter le pas de la droite sénatoriale en soutenant cette politique de déréglementation effrénée, alors même qu'il est censé présenter une loi d'orientation agricole cet été. Dans la même veine, ils dénoncent le décret publié en catimini, redéfinissant le statut d'agriculteur actif, ouvrant la voie à la financiarisation accrue de notre agriculture et à la fin du modèle familial et à taille humaine que nous défendons.

L'avenir de la Ferme France ne pourra pas passer par une politique moins-disante et ultra-libérale. Nous devons au contraire défendre un autre modèle agricole, certes compétitif mais également respectueux de l'agriculteur, du consommateur et de l'environnement.

Chef de file :



Jean-Claude Tissot
Sénateur de la Loire